

La démarche que le Secrétaire général de l'ONU et celui de l'OEA ont faite ensemble représente une importante initiative en faveur de la paix. "C'est la première fois que les deux Secrétaires généraux agissent de concert, en partie parce qu'ils sont tous les deux latino-américains, mais surtout parce qu'ils veulent contribuer à dissiper le mythe voulant que les organismes régionaux et mondiaux se fassent concurrence. Il n'existe aucune dichotomie de ce genre." Outre qu'ils ont visité toute la région, les deux Secrétaires généraux ont présenté une "offre de services" aux pays centraméricains, aux membres des groupes de Contadora et de Lima, à Cuba et aux États-Unis. Les parties intéressées pourront se prévaloir des services offerts, avant ou après la conclusion d'un accord, et y recourir relativement à toute la gamme des questions et des options faisant actuellement l'objet de discussions.

L'ONU sait comment établir une présence militaire aux frontières; elle est capable de vérifier si les parties à un accord sur la réduction ou le retrait des armements ou des forces rebelles le respectent bel et bien. Elle peut superviser des élections, aider les réfugiés et faire enquête sur les allégations relatives aux violations présumées des droits de la personne. L'ONU peut également donner plus d'ampleur à des programmes d'aide économique. Les membres de l'ONU ne sont pas tenus de se conformer à un régime politique particulier, mais l'Organisation exige de tous qu'ils respectent les droits de la personne. Jusqu'ici, le Nicaragua a fait savoir qu'il était intéressé par un des services offerts; "les autres États ont donné leur assentiment en général, sans toutefois prendre des engagements (précis)".

Un délégué européen a attiré l'attention de l'auditoire sur le fait que la tournée des Secrétaires généraux "a suscité une vive opposition de la part des États-Unis, qui ont en général émis des réserves au sujet de l'intervention de l'ONU dans l'hémisphère. D'un autre côté, comme nous assistons au déclin des *contras* et qu'une invasion américaine directe n'aura pas lieu, quel autre choix reste-t-il au gouvernement Reagan?" Dans cette perspective, l'intervention de l'ONU et de l'OEA pourrait constituer un "élément vital" d'une "solution qui permettrait aux États-Unis de sauver la face". Comme les États-Unis se sont opposés à l'intervention de ces deux organismes jusqu'à maintenant, s'agit-il là d'un problème et, le cas échéant, comment fera-t-on pour le régler?

Un professeur d'université canadien a ajouté qu'il est important de s'interroger maintenant sur ce qu'il adviendra des *contras*. "Le Nicaragua a mis sur pied un généreux programme d'amnistie, mais de nombreux membres de la *contra* ne voudront peut-être pas retourner dans leurs pays." Où pourront-ils aller alors? "À Miami? Le Canada peut-il offrir une aide? Le Honduras n'est pas à même de régler seul cette question difficile."